

@cni59-non commercial



Communiqué
de presse

Carton rouge à Emmanuelle Wargon. Plutôt que vous attaquer aux maires bâtisseurs, sanctionnez les maires voyous qui refusent de construire des logements sociaux !

Alors que la crise du logement perdure en France depuis plus de 40 ans, et que le taux de demandeurs comme celui de mal-logés atteint des records, la Ministre du Logement Emmanuelle Wargon et la Ministre déléguée à la Ville Nadia Hai veulent interdire aux Maires dont la part de HLM excède 40% sur le territoire de leur commune de construire des logements sociaux.

Encore une fois les habitantes et les habitants sont les grands perdants de cette décision absolument scandaleuse !

Depuis plus de 20 ans, et la mise en place de la loi SRU, outil essentiel pour la construction de logements sociaux mais aussi pour développer la mixité sociale, des centaines de maires refusent de l'appliquer, piétinant ouvertement une loi de la République.

Nous demandons que ces maires voyous soient sanctionnés et déclarés inéligibles !

Si le gouvernement veut imposer de la mixité sociale, il doit commencer par s'attaquer à ces ghettos de riches qui pratiquent le séparatisme social en toute impunité.

Alors que la région Ile-de-France compte 736 000 demandes de logement en attente par an pour 72 000 attributions, et que les délais moyens en région parisienne pour avoir un logement est de 10 ans, cette décision est un non-sens absolu au regard de la gravité de la crise du logement dans notre pays.

Une fois de plus nous constatons avec regret que le gouvernement d'Emmanuel Macron refuse de s'attaquer aux puissants, ces maires anti-pauvres qui paient des amendes avec l'argent du contribuable pour ne pas accueillir de logements sociaux chez eux.

La Confédération Nationale du Logement dénonce une décision dangereuse, qui menace des millions de familles et appelle le gouvernement à tenir ses engagements sociaux !

Nous serons le 10 novembre prochain devant le ministère du Logement, aux côtés de 95 élus franciliens, dont 17 maires, pour dénoncer cette décision et appeler à une vraie politique du logement social dans ce pays !

Contact presse

Fabien Podsiadlo-Régner,
Président Fédéral

contact@cnl59.fr – 03 20 07 09 58

Retrouvez toute l'actualité de la CNL sur notre site Internet : cnl59.fr